

Désertification et migration : UNE FORTE CORRÉLATION

La lutte contre la désertification, un fléau qui fait fuir les jeunes, peut générer des emplois qui aideront à fixer ceux-ci dans leurs régions ou pays d'origine.

La conférence internationale sur le thème "jeunesse et lutte contre la désertification" ouverte dans notre capitale lundi prend fin cet après-midi. Plusieurs thèmes ont été débattus en plénière dont un intitulé "désertification et migration". Ce thème a été présenté par notre pays.

La communication a été élaborée par le Secrétariat technique permanent du cadre institutionnel de la gestion des zones arides et le Conseil de concertation des actions des ONG. Elle a été lue par Ibrahim Togola de l'ONG Mali-Folkecenter. Le document fait ressortir clairement la relation de cause à effet entre la désertification et les migrations au Sud du Sahara.

Dans son exposé, le conférencier a mis un accent particulier sur la promotion du pourghère comme moyen de lutte contre la désertification. Cette plante peut aussi se révéler un puissant facteur de création d'emplois dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

A l'intérieur comme à l'extérieur : L'expert Ibrahim Togola a attiré l'attention des participants sur les effets pervers de la désertification et de la sécheresse, qui ont provoqué deux types de migration dans notre pays. Ils sont à la base de l'exode rural et de la migration internationale. Les deux phénomènes sont à l'origine de déplacements massifs de populations en détresse. Celles-ci sont effectivement désemparées par l'adversité des conditions locales. Elles vont donc à la recherche d'autres régions moins hostiles à l'intérieur du pays et au delà de ses frontières.

Le Mali a connu des déplacements massifs de ruraux suite aux grandes sécheresses des années 1972 et 1984, a rappelé Ibrahim Togola, avant de souligner l'ampleur de ces deux fléaux en commentant les résultats des premières études conduites au Mali auprès des ménages. Le sondage avait été effectué par le Réseau migration et urbanisation en Afrique de l'Ouest entre 1992 et 1993.

Le document rappelle que la région de Kayes et les Régions du Nord sont les zones de départ d'une migration massive. Le district de Bamako et la Région de Ségou sont considérés, par contre, comme les grands carrefours de l'exode rural. Ils attirent 83% des migrations internes.

Le conférencier a révélé que la migration internationale a pris de l'ampleur dans notre pays, au début des années 1990. Dans la Région de Kayes l'émigration affecte 40% de la population, juge-t-il. Elle concerne les hommes de 20 à 30 ans et les femmes de 15 à 25 ans. Plus de 70% des migrants vont à l'extérieur du Mali. Togola a précisé que dans le Nord-Mali la migration internationale est accentuée par la persistance de la sécheresse et des conditions écologiques atroces. Elle est essentiellement dirigée vers le Ghana, le Niger et le Nigeria. Le flux vers ces pays a été mis en évidence par une enquête menée en 1994 par le programme Environnement et Développement en zone aride dans les villages du cercle de Bourem.

L'émigration est aujourd'hui un phénomène difficile à maîtriser dans notre pays malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics et la société civile. Le Mali ne dispose pas encore d'une véritable politique concernant l'émigration, même si le gouvernement a mis en place une stratégie de gestion de l'émigration dans la politique nationale de la population adoptée en 2005. Ibrahim Togola a expliqué que l'ONG Mali-Folkecenter qu'il dirige s'investit dans la lutte contre la désertification. Elle crée des emplois pour les femmes et les jeunes ruraux à travers la vulgarisation du pourghère. Cette plante locale, a-t-il soutenu, peut être utilisée pour restaurer les sols dégradés et pour produire du savon, de l'huile et des tourteaux.

Mauvaises pratiques : L'utilisation de l'huile de pourghère comme carburant dans le transport permettrait de réduire les émissions de CO2 et d'atténuer du coup les effets des changements climatiques. Les actions menées par l'ONG Mali-Folkecenter ont incité les femmes des villages de Tiécourabougou et Séribougou (commune rurale de Didiéni) à s'engager dans l'organisation de la filière pourghère pour en faire une activité génératrice de revenus. L'exposé du Mali a été suivi par celui du Bénin.

Le représentant béninois, Armande Zanou, a commenté l'expérience d'un projet pilote dénommé "Établissement d'un corps de jeunes pour l'environnement à Djidja et Ouaké". Ce projet lutte contre la désertification dans ces deux communes entièrement déboisées et réputées pour de mauvaises pratiques agricoles et la transhumance. Selon Armande Zanou, ce projet est à sa phase d'expérimentation. Il a formé 305 jeunes en gestion des pépinières et production de plants et en apiculture. "Grâce à ces activités, les jeunes resteront dans leurs localités et les déplacements vers les autres régions et pays limitrophes vont diminuer", a expliqué le conférencier.

Madiba KÉITA